



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénäic, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_202

Objet	Prise en charge des frais occasionnés par les déplacements des agents et des élus
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

I- LES AGENTS

Le conseil de Communauté doit se prononcer sur les points suivants :

- Liste des fonctions itinérantes,
- Le taux de remboursement des frais de repas et d'hébergement,
- La prise en charge des frais de déplacements pour les agents se présentant à un concours ou un examen professionnel.

1_ Liste des fonctions itinérantes

Les déplacements effectués par les agents à l'intérieur du territoire de la commune de la résidence administrative peuvent donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire s'il est établi que ces agents exercent des fonctions essentiellement itinérantes. Dans la collectivité aucune fonction n'est considérée comme itinérante.

2_ Dispositions générales aux déplacements temporaires

• **Définitions**

Est en **mission**, l'agent en service, muni d'un ordre de mission pour une durée totale qui ne peut excéder douze mois, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Est considéré comme étant en **stage** l'agent qui se déplace pour suivre une action de formation statutaire ou de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative. L'agent est considéré comme étant en stage dans le cadre des formations suivantes :

- La formation d'intégration,
- La formation de professionnalisation,
- La formation de perfectionnement,
- Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.

Est défini comme **résidence administrative**, le territoire de la commune sur lequel se situe le service ou l'agent est affecté.

La **résidence familiale** est le territoire de la commune sur lequel se situe le domicile de l'agent.

L'**ordre de mission** est l'acte par lequel la collectivité autorise l'agent à effectuer un déplacement pendant son service et qui lui permettra de bénéficier du remboursement des frais occasionnés par ce déplacement.

• **Les déplacements**

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et la plus économique, en recourant au moyen de transport le mieux adapté à la nature du déplacement.

La priorité doit être donnée aux transports en commun et aux véhicules de service.

Lors d'un déplacement commun entre plusieurs agents, tout mode de covoiturage devra être privilégié.

- **Recours au véhicule personnel**

L'**usage de droit commun est le recours aux véhicules de la collectivité**. Le recours au véhicule personnel doit être limité aux besoins du service, sur autorisation, notamment en cas d'indisponibilité

d'un véhicule de service.

Les autorisations ne sont délivrées que dans les cas suivants :

- Si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie ou un gain de temps appréciable,
- Ou bien lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transports en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant,
- Si l'agent a souscrit, au préalable, une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages.

- Recours aux transports collectifs

Le choix entre les différents modes de transport en commun, voie ferroviaire, maritime ou aérienne, s'effectue en fonction des conditions ou du lieu de déplacement.

• Prise en charge des frais

Pour bénéficier d'une prise en charge l'agent devra être muni au préalable d'un ordre de mission. Il devra présenter un état des frais accompagné des pièces justificatives au service des ressources humaines.

Les indemnités prévues pourront être versées aux agents en mission ou en formation. A noter qu'aucune indemnisation ne pourra être versée pour toute période de formation au sein d'un établissement de formation ayant mis en place un régime particulier d'indemnisation (CNFPT, INET).

Toutefois, certaines actions de formation ou journée d'actualité proposées par le CNFPT ne sont pas prises en charge par l'organisme. Il est proposé au conseil de Communauté de valider la prise en charge des frais liés aux formations dans le cas où le CNFPT n'interviendrait pas.

- Déplacements

La prise en charge des frais de déplacement s'effectue depuis la résidence administrative vers le lieu de mission ou de stage.

Le remboursement sera effectué d'après le tarif le moins onéreux pour la collectivité, soit sur la base du tarif SNCF (2nd classe), soit sur la base de l'indemnité kilométrique suivante :

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
Véhicule de 5 cv et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
Véhicule de 6 et 7 cv	0.41 €	0.51 €	0.30 €
Véhicule de 8 cv et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Repas et hébergement

Pour la fonction publique d'État un arrêté ministériel du 26 février 2019 fixe les taux de prise en charge.

Cet arrêté prévoit les indemnités suivantes :

Types d'indemnités	Province	Paris (intra-muros)	Ville = ou > 200 000 habitants et communes de la métropole du grand Paris*
Hébergement	90 €	140 €	120 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

**Liste des communes décret 2015-1212 du 30 septembre 2015*

Le taux d'hébergement est fixé à 150€ pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Ces taux sont modulables par l'assemblée délibérante soit pour appliquer une minoration, soit plus exceptionnellement, pour majorer cette indemnité pour tenir compte de situations particulières.

Conformément à la réglementation, si l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, l'assemblée délibérante peut prévoir, à titre exceptionnel et pour une durée limitée, un remboursement forfaitaire plus élevé. Cela ne pourra pas conduire à rembourser un agent au-delà des sommes dépensées.

Pour bénéficier de cette dérogation, l'agent devra solliciter le service des ressources humaines avant d'effectuer sa réservation. L'agent devra démontrer que l'application du taux d'indemnisation prévu par le décret n'est pas possible. La demande sera soumise au directeur de pôle et à la Directrice

Générale des Services pour validation. En cas de validation, l'agent sera alors autorisé à effectuer sa réservation et sera remboursé aux frais réels. Aucun remboursement au-delà des taux d'indemnisation prévus par le décret ne sera effectué sans cet accord.

- **Autres frais**

Il est proposé d'autoriser le remboursement des frais d'utilisation de parc de stationnement, de péage d'autoroute, d'utilisation de taxi ou d'un véhicule. La prise en charge s'effectuera sur présentation des justificatifs.

• **Les frais de transport liés à un concours ou examen professionnel**

La réglementation prévoit la prise en charge des frais de transport uniquement engagés par un agent qui se présente aux épreuves d'un concours ou d'un examen professionnel, cette prise en charge est, par principe, limitée à un aller-retour par année civile.

Cependant pour certains concours, deux déplacements peuvent s'avérer nécessaires, un premier déplacement pour les épreuves d'admissibilité puis un deuxième déplacement si l'agent est autorisé à participer aux épreuves d'admission au concours. Il est donc proposé au conseil de Communauté de prendre en charge les frais de transport résultant de ces deux déplacements.

• **Avance sur paiement**

Pour les indemnités de missions et de stage, des avances sur paiement peuvent être accordées aux agents sur leur demande et à condition que l'avance ne dépasse pas le montant prévisionnel des sommes présumées dues à la fin du déplacement.

II- LES ÉLUS

La réglementation a prévu d'accorder aux élus locaux, en plus des indemnités de fonctions, le remboursement de certaines dépenses particulières.

- **Frais d'exécution d'un mandat spécial**

Le conseil de Communauté peut permettre, le remboursement des frais dans le cadre d'un mandat spécial.

Le mandat spécial exclut toutes les activités courantes d'un élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet et limitée dans sa durée.

Le 17 juillet 2020 le conseil de communauté a délibéré afin d'accorder aux élus communautaires un mandat spécial pour représenter la collectivité en dehors du Finistère.

- **Frais de déplacement des membres du Conseil de communauté**

Les membres du conseil d'une communauté d'agglomération peuvent, sous certaines conditions, être remboursés des frais de transport occasionnés lors de réunions se déroulant dans une commune autre que la leur.

Cette possibilité est offerte à l'ensemble des membres qu'ils bénéficient ou non d'indemnités au titre des fonctions qu'il exercent au sein de la Communauté d'agglomération.

Ils peuvent être remboursés des frais engagés à l'occasion des réunions :

- de ces conseils ou comités,
- du Bureau,
- des commissions instituées par délibération dont ils sont membres,
- des comités consultatifs prévus par l'article L.5211-49-1 du code Général des collectivités,
- des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent leur établissement.

Lorsque ces membres sont en situation de handicap, à l'instar de ce qui est prévu pour les conseillers municipaux, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour les situations mentionnées ci-avant, sur présentation d'un état de frais et dans la limite, par mois, du montant de l'indemnité maximale susceptible d'être versée au maire d'une commune de moins de 500 habitants.

Il est proposé au Conseil de communauté d'appliquer les taux d'indemnisation identiques à ceux appliqués aux agents. Les élus devront être dotés d'un ordre de mission et présenter un état des frais afin de prétendre à une prise en charge.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les articles L5211-13 (modifié par l'article 98 de la loi n°2019-1461), D.5211-5 et D. 5211-4-1 du Code général des collectivités,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État et arrêté du 14 mars 2022 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

Vu le décret n°2021-258 du 9 mars 2021 remboursement des frais spécifiques de déplacement d'accompagnement et d'aide technique des élus locaux en situation de handicap,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 24 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 17 octobre 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : applique le montant forfaitaire de 20€ pour le remboursement des frais de repas du midi et du soir, sur présentation des justificatifs,

Article 2 : fixe pour les frais d'hébergement le remboursement aux frais réels dans la limite des montants autorisés, sur présentation des justificatifs,

Article 3 : autorise le remboursement aux frais réels les frais d'hébergement lorsque l'intérêt du service l'exige, pour tenir compte de situation particulière et sous réserve de validation par la collectivité,

Article 4 : prend en charge les frais occasionnés par la formation lorsque le CNFPT n'opère pas de remboursement,

Article 5 : fait bénéficier les agents de la prise en charge de leur frais de transport pour les épreuves d'admissibilité et d'admission, pour une seule opération (concours ou examen) par année civile,

Article 6 : fera évoluer ces montants suivants l'évolution des taux de prise en charge fixés pour les agents de l'État,

Article 7 : inscrit les crédits nécessaires au budget.